-

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | REPUBLIQUE GABONAISE  Ministère des Eaux et Forêts  Secrétariat Général |  |  |  | CONSERVATION JUSTICE  (+241) 074 23 38 65  luc@conservation-justice.org  www.conservation-justice.org |

**Projet RALFF**

Renforcement de l’application de la Loi sur la Faune et la Flore en Afrique Centrale

**Appui à la Lutte contre l’exploitation forestière illégale**

**ALEFI**

**Rapport Mensuel Novembre 2023**

Conservation Justice

SOMMAIRE

[*1. Points principaux* 2](#_Toc118989098)

[*2. Investigations* 2](#_Toc118989099)

[*3. Opérations* 2](#_Toc118989100)

[*4. Département juridique* 2](#_Toc118989101)

[*5. Missions* 3](#_Toc118989102)

[*6. Cahiers des Charges Contractuels* 9](#_Toc118989103)

[*7. Communication* 9](#_Toc118989104)

[*8. Relations extérieures* 10](#_Toc118989105)

[*9. Conclusion* 10](#_Toc118989106)



Union européenne

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l’Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Conservation Justice et ne reflète pas nécessairement les opinions de l’Union européenne.

# 1. Points principaux

Ce mois de novembre 2023, les activités se sont concentrées sur le suivi juridique des plaintes des communautés de Koumameyong-Ekarlong et Melane contre deux prestataires de travaux pour détournement de fonds et abus de confiance, sur les enquêtes forestières, mais également sur les activités d’éducations environnementales auprès des écoles et des communautés villageoises. Une couverture médiatique a été assurée par la chargée de communication CJ et la chaine de télévision Gabon télévision.

**Du 13 au 25 Novembre 2023 :** dans la province de l’Ogooué-Ivindo s’est déroulée une mission d’appui aux communautés villageoises dans la mise en œuvre des cahiers de charges contractuelles et de la gestion des forêts communautaires. Cette mission a aussi été l’occasion de faire la couverture médiatique des activités de l’équipe sociale CJ sur les aspects de gouvernance forestière.

**Du 10 au 19 Novembre 2023**: dans la province de la Ngounié, s’est dérouléeune mission d’enquêtes forestière sur le bois abandonné, et d’appui aux communautés villageoises dans la mise en œuvre des cahiers des charges contractuelles.

# 2. Investigations

*Indicateurs :*

|  |  |
| --- | --- |
| *Nombre d’investigations menées* | *0* |
| *Investigation ayant menées à une opération* | *0* |
| *Nombre de contrevenants identifiés* | *0* |

Aucune investigation n’a eu lieu ce mois de novembre.

# 3. Opérations

*Indicateurs :*

|  |  |
| --- | --- |
| *Nombre d’opérations menées ce mois* | *0* |
| *Nombre de personnes arrêtées* | *0* |

Au cours de ce mois de novembre, aucune opération n’a été menée. Il n’y a donc pas eu d’arrestation.

# 4. Département juridique

**4.1. Suivi des affaires**

Indicateurs :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’affaires suivies | 04 |
| Nombre de condamnations | 0 |
| Affaires enregistrées | 0 |
| Nombre de prévenus | 0 |

L’équipe de Conservation Justice a suivi quatre affaires concernant les quatre plaintes qui avaient été déposées au Parquet de Makokou le 23 Octobre 2023.

Le Procureur a fait des soit transmis pour ces quatre plaintes en désignant l’antenne provinciale de la Police Judiciaire de l’Ogooué-Ivindo comme unité enquêtrice. CJ s’est entretenu avec le Chef d’antenne PJ de ladite province afin d’obtenir des informations sur ces procédures judiciaires. Le Chef d’antenne déclare les avoir bien reçues et avoir, à son tour, fait des soit transmis à la PJ de Libreville pour l’interpellation du responsable de la société MIT’S. Quant au responsable de la Société Nationale des Grands Travaux et d’Infrastructures (SNGTI), il est injoignable.

La PJ Makokou reste en attente de suite.

Pour rappel, les communautés Koumameyong-Ekarlong et Melane ont toutes deux porté plainte contre la société Mvoung Interprovincial Services (MIT’S) et la Société Nationale des Grands Travaux et d’Infrastructures (SNGTI) pour abus et détournement de FDL.

**4.2. Visites de prison**

Indicateurs :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de visites effectuées | 0 |
| Nombre de détenus rencontrés | 0 |

Aucune visite de prison n’a eu lieu ce mois d’octobre 2023.

**4.3 Formations**

Il n’y a pas eu de formation en novembre 2023.

# 5. Missions

Deux missions sociales ont eu lieu au cours du mois de novembre 2023 dans les provinces de l’Ogooué-Ivindo et de la Ngounié.

1. **Mission dans la province de l’Ogooué-Ivindo du 13 au 25 Novembre 2023.**

Dans le cadre du projet RALFF, l’équipe sociale nord s’est rendue au cours de ce mois de novembre 2023 dans les villages **Koumameyong, Ekarlong, Djidji, Lolo 2, Melane, Ayol, Kombani, Alar, Ebe Messe, Sougalam, Biliba, Afoumazo** et **Bissobilam,** situés dans laprovince de l’Ogooué-Ivindo. L’objectif de cette mission était non seulement de faire la couverture médiatique des activités de sensibilisation auprès des écoles et au sein des communautés villageoises, mais aussi d’appuyer les parties prenantes dans le processus de signature et de mise en œuvre des Cahiers de Charges Contractuelles avec les opérateurs économiques.

* 1. **Mission dans la province de la Ngounié du 10 au 19 Novembre 2023.**

Dans la période du 10 au 19 Novembre 2023, une équipe RALFF sud de Conservation Justice s’est rendue dans les départements de la Louetsi-Wano, de la Boumi- Louétsi et la Dola dans les villages**de Makongonio, Issala, Mabanga, Mbelenatembé, Mouyamba, Memba, Mourembou ,Moussambou, Dilolo,Tsangui et Minganga.**

Cette mission avait pour objectif d’effectuer le suivi de la mise en œuvre des CCC, et de sensibiliser les communautés locales sur la question du bois abandonné.

Le récapitulatif des rencontres est présenté dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Dates** | **Localités** | **Synthèse des sujets** | **Commentaires** |
| 14/11/2023 | Koumameyonget Ekarlong | * Education environnementale * Partage des bénéfices | Dans ce regroupement de village les notables ont dénoncé le manque de formation et l’absence de suivi en ce qui concerne la gestion des FC. Un reportage a également été réalisé par Gabon Télévision sur les disfonctionnement des CGSP qui occasionnent des détournements de FDL. |
| 15/11/2023 | Melane | * Partage des bénéfices | Après avoir déposé plainte contre Serge MVELE et Stéphane KANTO, les représentants de la communauté ont informé à l’équipe que la PJ est passée dans le village pour enquête.  Un reportage a également été réalisé par Gabon Télévision sur les disfonctionnement des CGSP qui occasionnent des détournements de FDL. |
| 19/11/2023 | Nfoumbezok | * Partage des bénéfices | Dans ce village, le projet communautaire (électrification du village) n’est pas finalisé malgré le versement du FDL par SOMIVAB à l’opérateur chargé des travaux. |
| 22/11/2023 | Biliba et Sougoulam | * Education environnementale * Partage des bénéfices | La communauté villageoise a signé un CCC avec SOMIVAB. Tout comme au village Koumameyong-Ekarlong et Melane, le village Biliba a également été victime de détournement de FDL. A cet effet, les notables du village devront tenir une AG avec le village voisin pour décider s’il faut porter plainte contre l’opérateur. A la suite de cette AG, les villageois devront informer CJ. |
| 18/11/2023 | Ebe Messe | * Education environnementale * Partage des bénéfices | Au village **Ebe Messe**, le chef de canton a fustigé le manque de suivi de l’administration sur le dossier de la mise en œuvre du CCC signé avec GFT. En effet, jusqu’à présent, le FDL n’a toujours pas été mis à la disposition de la communauté. Aussi, il demande l’intervention directe de CJ pour trouver une solution à ce problème. |
| 20/11/2023 | Alar | * Education environnementale * Partage des bénéfices | Au village Alar, les membres de la communauté ont interpellé l’équipe CJ sur la dévastation des cultures par les éléphants. Le CCC signé avec GFT n’a toujours pas été mis en œuvre. |
| 17/11/2023 | Lolo 2 | * Partage des bénéfices | Au village **Lolo 2**, la communauté est confrontée au problème du conflit homme-faune. En effet, les villageois racontent que deux panthères viennent manger les animaux domestiques dans le village, causant ainsi la panique au sein de la communauté. Un reportage télévisé a été réalisé à cet effet. |
| 11/11/2023 | Mouyamba | * Bois abandonné | Auprès de la communauté Mouyamba, l'équipe a réalisé une sensibilisation concernant le bois abandonnée, rappelant sa définition et ses conséquences au niveau légal. |
| 11/11/2023 | Memba | * Bois abandonné | L’équipe du projet a sensibilisé la communauté locale sur la notion de bois abandonné. |
| 12/11/2023 | Makongonio | * Bois abandonné | Dans ce village, la communauté villageoise atteste qu'il y a bel et bien du bois abandonné en forêt, coupé par la société TBNI dans les AAC 2018 et 2019. Actuellement, selon la communauté, il y a un sous-traitant de TBNI dont le sigle est FFI qui vient de s’installer pour continuer à exploiter dans l'AAC 2020. Par ailleurs elles disent avoir des soucis avec SAF nouvellement installé dans la localité et propriétaire d'une unité de transformation. Selon la communauté, ce dernier ne respecterait pas ses engagements pris envers la communauté au moment de son installation. Pour ce qui est de la mise en œuvre du CCC le représentant au CGSP nous dit que le FDL qui a été payé pour un montant de 1.500.000 FCFA a été orienté pour l'approvisionnement du dispensaire en médicament. |
| 12/11/2023 | Issala | * Enquête environnementale | Dans ce village, l’entrepreneur est soupçonné d’avoir détourné le FDL de la communauté. Aussi, les notables du village affirment qu’il y a bel et bien du bois abandonné et qu’une mission de la DGF s’est rendu sur les lieux pour faire l’inventaire du bois au sol. |
| 13/11/2023 | Mabanga | * Partage des bénéfices | Dans ce village, le projet communautaire est l’électrification par énergie solaire. L’entrepreneur a détourné les fonds et le projet n’a toujours pas démarré. Ce dernier a déjà reçu la somme de **13.979.350 FCFA** |
| 14/11/2023 | Nzenzélé | * Partage des bénéfices | Le représentant de la communauté auprès du CGSP informe à l’équipe que le montant de leur FDL est de **28.000.000 FCFA** et que les projets retenus par la communauté sont l'adduction en eau potable dans tout le district et la construction d’une salle polyvalente. Le représentant nous a également donné les montants respectifs des factures pro-forma desdits projets ; notamment l’adduction en eau potable dans tout le district qui s'élève à **18.000.000 FCFA**. |
| 15/11/2023 | Mbelenatembé | * Partage des bénéfices | Ce village est impacté par influence et a reçu un FDL de de **2.600.000 FCFA** du fait que le parc de rupture de l'exploitant forestier se situe dans une partie du village. Le projet retenu est la construction d'un château d'eau. |
| 16/11/2023 | Moussambou | * Partage des bénéfices. | Une équipe de la société GWI avait une séance de travail dans le village. Il s’agissait de remettre au Chef de regroupement une Lettre d'information faisant état d'une mission de restitution de cartographies participatives dans le village par GWI en date du 21/11/2023 et qui verra la participation du Préfet de Ndendé, des agents du cantonnement de Ndendé et un membre du Conseil Départemental de la Dola. L'équipe a profité de sa présence pour expliquer à la communauté la raison d'être du document qui venait de leur être remis, que ce dernier faisait partie des actes à accomplir avant la signature du cahier des charges contractuelles qui liera les communautés Moussambou-Mourembou à la société GWI. |
| 17/11/2023 | Mourembou | * Partage des bénéfices | L’équipe CJ a eu une brève séance de travail car le village était totalement désert et à l'abandon (la population ayant quitté les lieux pour la ville). Nous n'avons trouvé qu'une seule personne, avec qui nous avons pu nous entretenir sur la question de la participation du village Mourembou au côté du village Moussambou au CCC de janvier prochain avec la société forestière GWI. |
| 18/11/2023 | Moukoro | * Partage des bénéfices | Dans ce village, il se pose le problème du processus d'obtention d'une forêt communautaire. En effet, le village de Moukoro 2 a été soutenu par l'ONG KEVA Initiative qui a réalisé une cartographie participative en vue de la création d'une forêt communautaire à Moukoro (1 et 2). Mais la communauté n'a toujours pas obtenu de retour par rapport au processus d'acheminement de leur demande de création d'une forêt communautaire |
| 18/11/2023 | Dilolo | * Enquête forestière | Plusieurs plaintes ont été formulées par les populations du village Dilolo faisant état d'une exploitation illicite du bois par la **S**ociété **P**rofessionnelle **I**ndustrielle du **B**ois (**SPIB**). Les contrevenants avaient été entendus sur Procès-Verbal et une mission de récupération du bois avait été programmée dans cette localité. Mais jusque-là, rien n'a été fait dans ce sens et les populations veulent aujourd'hui connaitre la suite de cette procédure car, disent-elles, qu'il y aurait toujours du bois abandonné dans leurs forêts. Nous avons pris soin de scanner certains documents afin de les faire remonter à qui de droit pour un meilleur suivi de cette affaire. |
| 18/11/2023 | Minganga | * Bois abandonné | Dans ce village, les riverains attestent qu'il y a effectivement du bois abandonné dans la zone d'Igondi, zone située à proximité du village Minganga, et ce depuis environs cinq (5) ans déjà.  Il s'agirait, en effet, des activités de coupe illicite de bois menées par la société SHV, un sous-traitant du permis BAYONNE, dans la zone Igondi. Ces activités avaient été dénoncées par les populations à l'époque, et une équipe des Eaux et Forêts seraient même passées faire le constat, mais jusqu'à présent le bois demeure abandonné en forêt. |

# 6. Cahiers des Charges Contractuels

A ce jour, 158 Cahiers des Charges Contractuels (CCC) et 28 avenants en cours de mise en œuvre sont suivis par le projet.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Province** | **Avenant** | **CCC** | **Total en cours** | ***Clôturés*** |
| MOYEN OGOOUE |  |  | 0 | *1* |
| NGOUNIE | 13 | 57 | 70 | *50* |
| NYANGA |  | 13 | 13 | *2* |
| OGOOUE IVINDO | 14 | 52 | 66 | *19* |
| WOLEU NTEM | 1 | 36 | 37 | *8* |
| **Total général** | **28** | **158** | **186** | ***80*** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Stade de mise en œuvre** | **Nombre de CCC/Avenant** |
| En attente des projets des communautés | 24 |
| En attente du versement du FDL | 88 |
| Mise en œuvre projets en cours | 74 |
| **Total général** | **186** |

# 7. Communication

Indicateurs :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de pièces publiées | 10 |
| Télévision | 1 |
| Internet | 8 |
| Presse écrite | 0 |
| Radio | 1 |

Ce mois de novembre la communication a enregistré un total de 10 pièces médias produites.

Un reportage télé sur les actions de sensibilisation initié par Conservation Justice de 52 minutes a été diffusé dans l'émission « Seconde Nature », relayé sur la première chaîne de télévision nationale.

En complément de ce reportage, 8 articles de presse ont été produits et diffusés sur diverses plateformes de communication, traitant de trois sujets principaux :

- Le premier thème des articles se concentre sur le programme de sensibilisation environnemental initié par Conservation Justice, ciblant les élèves des écoles primaires et secondaires ainsi que les communautés locales.

- Le second sujet des articles aborde la question de la gestion et du suivi des cahiers de charges contractuelles.

- Enfin, le troisième sujet des articles traite du concept des forêts communautaires au Gabon, ainsi que des efforts soutenus de l’ONG Conservation Justice pour accompagner les populations locales vers une gestion durable de ces forêts.

Pour compléter ce panorama médiatique, un élément radiophonique a été diffusé ce mois-ci, portant sur le concept des forêts communautaires et les lacunes observées dans leur gestion quotidienne.

Il est à noter que les anciens articles sont toujours accessibles sur divers médias (consultables dans la base de données ICS), ainsi que sur le site Internet, la page Facebook et la chaîne YouTube de Conservation Justice.

# 8. Relations extérieures

**Indicateurs:**

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de rencontres | 8 |
| Suivi de l’accord de collaboration | 6 |
| Collaboration sur affaires | 2 |

Le projet ALEFI a tenu plusieurs rencontres avec les communautés villageoises et les autorités administratives dans les provinces de la Ngounié et de l’Ogooué-Ivindo.

En effet, dans le cadre de leurs missions et programme d’activités, les équipes sociales Nord et sud ont rencontré entre autres les communautés locales dans 24 villages, ainsi que les autorités suivantes :

**Ogooué-Ivindo :** Le Chef de Cantonnement des Eaux et Forêts d’Ovan et le Commandant de Brigade GENA d’Ovan.

**Ngounié :** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Louétsi-Wano, le chef de cantonnement intérimaire des Eaux et Forêts de Lébamba, le Préfet de Mbigou, le Président du conseil Départemental de Mbigou, le Préfet de Ndendé et la secrétaire du cantonnement de Ndendé.

**Au total, au moins 08 rencontres avec différentes autorités administratives ainsi que les visites de 24 villages ont été effectuées au cours du mois de novembre 2023.**

# 9. Conclusion

En somme, deux missions sociales ont été effectuées au cours du mois de novembre 2023 dans 24 villages des provinces de l’Ogooué-Ivindo et la Ngounié. Il s’agit des villages **Makongonio, Issala, Mabanga, Mbelenatembé, Mouyamba, Memba, Mourembou ,Moussambou, Dilolo, Tsangui, Minganga, Koumameyong, Ekarlong, Djidji, Lolo 2, Melane, Ayol, Kombani, Alar, Ebe Messe, Sougalam, Biliba, Afoumazo** et **Bissobilam.**

Dans la province de l’Ogooué-Ivindo, la couverture médiatique des activités de l’équipe sociale a été assurée par Gabon Télévision. Les communautés villageoises se sont librement exprimées face à la caméra pour dénoncer le manque de formation et d’assistance des eaux et Forêts pour le bon fonctionnement des forêts communautaires. Un suivi juridique a également été fait en ce qui concerne les plaintes des communautés de Koumameyong-Ekarlong et Melane contre les entrepreneurs Serge MVELE et Stéphane KANTO pour détournement de FDL.

Dans la province de la Ngounié, l’équipe a fait le suivi de la mise en œuvre des cahiers des charges contractuelles. Aussi, il l’équipe sud avait pour mission d’expliquer le concept de bois abandonné le statut juridique de celui-ci.